

ÉDITO

En octobre dernier, le verdict de Créteil concernant les viols collectifs a une nouvelle fois mis en lumière l'impunité dont bénéficient les auteurs de violences faites aux femmes. Dans le même temps, les effets de l'austérité mise en œuvre par le gouvernement Ayrault touchent particulièrement les femmes.

Les quelques mesures prises concernant l'égalité professionnelle et les violences sont dérisoires face à l'aggravation de la situation des femmes que vont entraîner le TSCG et le pacte de compétitivité. Il est donc urgent de poser les jalons d'une politique qui prenne à bras le corps la question de l'égalité femmes/hommes et des droits des femmes.

En cette année 2013 (que nous vous souhaitons heureuse), le front thématique féministe a bien l'intention de prendre des initiatives et de s'insérer dans les campagnes du Front de gauche pour en développer le volet féministe. Il est à présent nécessaire que les militant-e-s féministes se retrouvent dans toutes les villes et qu'elles investissent les assemblées citoyennes.

N'hésitez donc pas à nous solliciter pour animer des discussions sur ce thème : le féminisme du Front de gauche sera ce que nous en ferons !

Comité interministériel aux droits des femmes :

Tout ça pour ça ?! !

Communiqué de presse FDG 1/12/2102.

Le Front de Gauche se félicite de la tenue d'un comité interministériel réuni ce jour concernant l'égalité entre les femmes et les hommes, comme nous avons approuvé la création du ministère aux droits des femmes. Malheureusement ce que nous pressentions est confirmé : beaucoup de vœux pieux et peu de moyens. Une véritable politique d'égalité serait-elle inconciliable avec les politiques d'austérité votées par le Gouvernement ? Nous le pensons !!!

Même si nous saluons la démarche de la ministre Najat Vallaud-Belkacem, force est de constater que sa marge de manœuvre au vu du budget 2013 est plus que réduite :

- La mise en place d'un plan de lutte contre les stéréotypes et le sexisme à l'école à l'horizon 2014 mais sans nouveaux moyens alloués à la formation des enseignant-e-s,
- La parité en politique renvoyée aux conclusions du rapport Jospin qui avait soulevé l'indignation des associations féministes pour le manque d'ambition de ses propositions,
- Les inégalités salariales, la revalorisation des salaires des métiers féminisés et la lutte contre le temps partiel renvoyés aux accords de branches,
- La question centrale de la petite enfance renvoyée à l'éducation nationale ou aux collectivités territoriales déjà asphyxiées par la politique de décentralisation et de non transfert de charge de l'Etat.
- L'absence totale de prise en compte des dégâts causés par la loi HSPT et de la réouverture demandée des maternités, CIVG...
- La lutte contre les violences faites aux femmes ne prenant pas la mesure des moyens nécessaires à la prise en charge des victimes et aux besoins criants de logements d'urgence : 1700 promis alors que nous en attendons au moins 4500 pour répondre aux recommandations européennes !

Dans un texte qui regorge de formules du type : « le gouvernement recherchera, facilitera, responsabilisera, encouragera, invitera », le Front de Gauche est plus qu'inquiet quant à la réelle mise en œuvre d'une vraie politique d'égalité entre les femmes et les hommes. Les exemples sont nombreux pour montrer qu'en matières d'égalité femmes-hommes l'affichage de bonne volonté ne suffit pas : il faut des moyens financiers et accompagner les lois de décrets contraignants !

A l'heure où les femmes sont les premières touchées par la crise et les politiques d'austérité, c'est de mesures concrètes et contraignantes dont elles ont besoin !



Banderole unitaire des féministes contre l'austérité, 30 septembre 2012

Austérité

Les femmes en première ligne

En France comme dans toute l'Europe, les femmes sont durement touchées par la crise. Ces effets sont accentués par les politiques d'austérité et de « compétitivité » mises en place par le gouvernement, en réponse aux exigences patronales.

Les femmes sont aujourd'hui les premières touchées par la croissance du chômage et du sous-emploi, particulièrement dans la seconde étape de la crise après 2009. Elles sont en première ligne pour les emplois précaires et notamment le temps partiel. Celui-ci a connu une forte croissance depuis vingt ans, touchant très majoritairement les femmes (plus de 80 % des emplois à temps partiel) et étant dans la très grande majorité des cas subi. Dans certains secteurs fortement féminisés, (le nettoyage, la restauration, la grande distribution), les embauches se font seulement à temps partiel.

Or cette croissance du sous-emploi est occultée par les statistiques officielles du chômage. On sait que la croissance des emplois à temps partiel a été largement responsable de la féminisation de la pauvreté, que plusieurs rapports ont noté : avoir un emploi ne protège plus de la pauvreté, quand il s'agit d'un emploi au SMIC à temps partiel. Et l'augmentation du SMIC par le gouvernement en juillet dernier a été ridicule...

Ce qui prédomine aujourd'hui, derrière les grandes déclarations sur l'égalité professionnelle, c'est une politique qui se donne désormais pour objectif assumé de faire baisser le « coût du travail », au nom de la compétitivité. Les négociations sociales en cours avec le patronat se sont ouvertes sous le signe d'un renforcement et d'une systématisation de la flexibilité du travail, l'objectif du Medef étant d'en finir avec toute référence à une durée légale et collective du travail, et de remettre sur la table de la négociation les « accords de compétitivité » prônés par Sarkozy, faisant prévaloir des accords d'entreprise sur les accords de branche, concernant le temps de travail comme les salaires.

C'est le sens de l'offensive patronale engagée dans toute l'Europe, et à laquelle les politiques gouver-

nementales, de l'Allemagne à l'Espagne en passant par l'Italie, répondent positivement. Si ces politiques constituent une attaque contre tous les salariés, les femmes en sont les premières victimes.

Elles sont également touchées, à la fois comme salariées et comme principales usagères, par la remise en cause des services publics que programment les politiques d'austérité : démantèlement de l'Hôpital public avec le maintien de la loi « Hôpital-patients-santé-territoires », manque criant de structures collectives de la petite enfance, pénurie dans l'éducation nationale particulièrement dans les départements les plus pauvres. Il faut aussi noter que la pénurie de logements sociaux rend assez théorique les annonces gouvernementales sur les plans de lutte contre les violences faites aux femmes.

La protection sociale est également en ligne de mire : son financement doit être rediscuté, et d'ores et déjà est annoncé un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, alors même que les femmes paient déjà la faiblesse de leurs salaires, la précarité de leurs emplois et la discontinuité de leurs carrières de retraites très inférieures à celles des hommes, et souvent insuffisantes pour en vivre. Une véritable politique de gauche exige tout autre chose :

- **Une vraie augmentation du SMIC et une vraie revalorisation des salaires dans les métiers féminisés.**
- **Une interdiction du temps partiel imposé et une vraie réduction du temps de travail, sans perte de salaire ni augmentation de la flexibilité.**
- **Un renforcement et un développement des services publics, notamment pour la petite enfance et les personnes en perte d'autonomie**
- **Un renforcement et une extension de la protection sociale, et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein.**

« ... la croissance des emplois à temps partiel a été largement responsable de la féminisation de la pauvreté »



Violences : Une loi cadre et des moyens

Le 25 novembre avait lieu à Paris la grande manifestation unitaire dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Cette manifestation, à l'initiative du CNDF, a permis de rappeler, quelques jours avant les annonces gouvernementales concernant les droits des femmes, l'urgence de prendre des mesures à la hauteur des enjeux.

Cette manifestation, qui a réuni 5000 personnes, a scandé l'exigence d'une «loi globale», «une loi cadre» contre les violences, sexistes, physiques ou sexuelles dont sont victimes les femmes.

Le cortège du front de gauche était conséquent et dynamique. Nous y avons distribué un tract reprenant nos propositions.

Le 30 novembre, le comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes a annoncé une série de mesures dont une partie concerne les violences faites aux femmes. Si celles-ci montrent une prise en compte de la réalité des violences, nous sommes très dubitatives sur les moyens humains et matériels mis en œuvre.

Une loi cadre sur les droits des femmes est prévue en 2013 ainsi qu'un plan global pour les femmes victimes de violence. Sont annoncés:

- l'extension à d'autres départements des téléphone portables « grand danger » existant dans 4 départements ,
- 1700 places en hébergement d'urgence créées sur 5 ans devraient être réservées aux femmes victimes de violence (il en manque 5000 aujourd'hui). Pour un hébergement pérenne, rien de précis n'est annoncé hormis une circulaire aux préfets leur demandant la prise en compte des demandes de logement pour les femmes victimes de violence. On note également l'absence de propositions concernant les jeunes

femmes entre 18 et 25 ans qui ont encore plus de difficulté à se loger.

- Des formations seraient prévues pour les personnes accueillant les femmes victimes de violences (police, services sociaux, personnel hospitalier, justice..).

- Dans le volet lutte contre le sexisme sont annoncées des mesures concernant l'éducation nationale, les médias.

- des bilans et évaluations de dispositifs existants, notamment sur l'application de l'ordonnance de protection,

Nous regrettons par ailleurs que la question des soins spécialisés à offrir aux victimes de violences ainsi que la prostitution soient totalement passées à la trappe.

Au-delà de l'attention qu'il faudra porter au moment de l'examen de la loi cadre sur les droits des femmes, la question pour nous demeure celle des moyens.

En effet former les personnels, donner plus de moyens aux associations qui prennent en charge les femmes victimes de violence, former les personnels, créer des centres d'accueils, des hébergements pérennes ne pourra se faire dans le cadre des politiques austéritaires.

Les bilans et les constats ne suffisent pas. Pour ne pas en rester à un effet d'annonce, la volonté politique du gouvernement de lutter contre les violences faites aux femmes signifie un budget conséquent qui doit être chiffré ministère par ministère. Or pour le moment, le budget 2013 est un budget d'austérité incompatible avec les droits des femmes. ■

« le budget 2013 est un budget d'austérité incompatible avec les droits des femmes »



Salaires

L'égalité maintenant !

Après le succès des 6 heures pour l'Égalité des salaires entre les Femmes et les Hommes Maintenant !, la campagne continue.



Le collectif qui a lancé cette campagne, *Femmes Égalité*, *CNDF*, *Attac Genre*, *Maison des femmes de Montreuil*, a travaillé sans relâche pour faire émerger dans le mouvement social et politique l'exigence de la revalorisation des métiers et de l'augmentation des salaires dans les métiers féminisés : 4 pages argumentaire, pétition (plus de 12 000 signatures), badges, diffusions collectives devant les centres commerciaux, soutien aux luttes des femmes travailleuses.

Des Assemblées citoyennes, animées par *Femmes Égalité* avec le soutien des forces politiques du Front de Gauche, ont été organisées dans des quartiers populaires.

Les « 6 heures pour l'Égalité des salaires » sont le résultat de ce travail. Elles furent un succès : un public de plus de 200 personnes, avec les représentants d'une majorité des organisations signataires de la Campagne. Au niveau politique : quasiment toutes les composantes du Front de Gauche étaient là dont tou-te-s les membres du Front de Gauche Féministe.

Les femmes syndicalistes de la CGT étaient très nombreuses. La Secrétaire de l'UL CGT de Saint Denis a tenu à saluer les travaux, tout comme la chargée aux droits des femmes de la Mairie de Saint-Denis. Le ministère aux droits des femmes a délégué Caroline de Haas.

Pourquoi un tel succès ? En raison de la place centrale donnée aux travailleuses en lutte dans les secteurs féminisés, là où précarité, temps partiel, bas salaires et mauvaises conditions de travail sont monnaie courante. Donner une visibilité sociale à ces métiers de l'ombre, faire ressortir l'apport du travail de ces femmes était l'un des objectifs. Des métiers que le patronat considère comme insignifiants, et qui sont pourtant pour la plupart d'une grande utilité sociale, voire même indispensables aujourd'hui. S'occuper

d'enfants, accompagner des personnes âgées, suivre les écoliers dans leur vie scolaire, constitue un travail indispensable au fonctionnement de notre société.

Nettoyer les chambres d'un hôpital, les parties communes des immeubles, les bureaux, les chambres d'hôtel ; enregistrer en caisse les achats, donner un conseil sur un produit, sur un livre à un client ; ranger les produits dans les rayons, passer les communications téléphoniques dans un hôpital, un collège ou une entreprise ; servir dans une cantine ou un restaurant... Peut-on imaginer nos vies sans ces métiers ?

Tous ces métiers sont nécessaires et respectables : ils sont exercés avec des compétences propres à chacun-e, avec, aussi, des pénibilités qui ne sont pas reconnues.

Les témoignages ont été d'une grande qualité : syndicalistes de Monoprix, Galeries Lafayette, Fnac, ex-salariées des 3 Suisses (Licenci'elles), femmes de chambre de Novotel, cantinières et agents d'entretiens des écoles de la Ville de Paris, travailleuse dans l'aide à la personne, agents spécialisés des écoles maternelles ; tous ont été suivis avec beaucoup d'attention et salués par tous les participants.

Le public a été touché par les conditions de travail et les salaires de misère de ces travailleuses, malgré le travail important et de qualité qu'elles fournissent ; il a été impressionné par le courage qu'il faut avoir pour lutter dans ces conditions et la persévérance dont il faut faire preuve pour convaincre et associer chaque collègue à la lutte.

Les interventions des chercheuses ont soulevé des questions importantes et permis de faire avancer la réflexion, notamment la nécessaire prise en compte de la reconnaissance de la valeur du travail de ces filières.

Cette question est décisive pour les femmes dans les métiers féminisés, mais aussi pour les salariés en





Combat :

Licenci'elles toujours mobilisées

68 ex-salariées des boutiques des Trois Suisses, fermées en janvier 2012, continuent à lutter contre les licenciements abusifs dont elles font l'objet.

Alors que le groupe 3 Suisses International affichait des bénéfices multipliés par sept en 2011, leur PDG n'hésitait pas à jeter à la rue près de 150 employés, parmi lesquels une majorité de femmes. On ne parle pas ici de petites entreprises en difficulté mais d'un groupe allemand, le groupe OTTO, qui accumule les profits sur le dos des salarié(e)s.

Alors oui, nous étions à nouveau à leurs côtés le jeudi 29 novembre après les avoir accueillies à l'Agora de la Fête de l'Humanité.

Alors oui, en tant que Sénatrice du groupe CRC, avec mes ami-es et camarades Michèle Demessine, Eric Bocquet et Dominique Watrin, nous allons déposer à nouveau notre proposition de loi contre les licenciements boursiers. Mais, afin de l'améliorer, de l'adapter aux réalités du terrain, nous allons mettre en place un groupe de travail et nous sommes ravi-es que les Licenci'elles aient accepté d'y participer.

Cette loi peut et doit être votée au Sénat et à l'Assemblée Nationale. Mais rien n'est gagné d'avance. Rappelons-nous qu'elle avait été rejetée au Sénat, en février dernier, 4 voix manquant à gauche.

Cette loi serait un point d'appui considérable pour des millions de salarié-es, les Licenci'elles bien entendu, mais également ceux d'Arcelor-Mittal, de PSA, de Pétroplus ou encore de Sanofi.

Le gouvernement doit faire des choix politiques qui tournent le dos aux cadeaux fiscaux, aux exonérations patronales si chères à l'équipe de Nicolas Sarkozy.

Malheureusement, il vient d'accorder 20 milliards d'euros aux entreprises, sans aucune contrepartie, via le crédit d'impôt compétitivité, 20 milliards d'euros qui s'ajoutent aux 750 millions d'euros cédés aux patrons de start-up. Il est primordial de changer de cap.

Le défi que nous devons et pouvons relever ensemble est celui du changement maintenant. Pour y parvenir, il faut notamment interdire les licenciements boursiers et donner des droits nouveaux aux salarié(e)s des entreprises. C'est l'un des messages que porte et continuera à porter le Front de Gauche.

C'est urgent, les Licenci'elles ne peuvent plus attendre... Elles comptent sur nous ainsi que sur notre solidarité financière dont elles ont grand besoin.

Laurence Cohen,
Sénatrice

suite de l'article Salaires : L'égalité maintenant !

général, notamment ceux qui travaillent dans des métiers dits « non qualifiés ». La non reconnaissance de la valeur de leur travail permet d'exercer une pression à la baisse sur les salaires de tous les salariés.

La participation des comédiens du Théâtre Forum « Féminisme enjeux » a également été très applaudie. La mise en scène réalisée sur les services à la personne et sur la grève dans le commerce a motivé le public à intervenir et à « monter sur scène ».

La campagne continue. De nouvelles mobilisations seront proposées. Les travailleuses qui sont au bas de l'échelle salariale, avec leurs luttes, sont en train de faire émerger cette exigence de taille : la nécessité de la prise en compte de la valeur du travail.

Elles ont besoin de notre soutien. Nous pouvons organiser des réunions du Front de Gauche sur cette question, inviter les animatrices du collectif de campagne à intervenir, signer et faire signer la pétition !

En avant pour la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs féminisés !

Agenda

→ **19/01/2013**
Samedi. Journée nationale pour l'égalité des droits dans tous les départements.

→ **27/01/2013**
Dimanche. Manifestation nationale à Paris pour l'égalité des droits.

→ **22/02/2013**
Vendredi. Soirée débat du Front de Gauche Féministe à l'Usine : Femmes face à l'austérité

Couples, adoption, PMA, état-civil...

Pas de loi «a minima» !

Reculant par rapport aux promesses électorales de François Hollande, le Gouvernement présente une loi «a minima», uniquement sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Il refuse une réforme d'ensemble du droit de la famille qui pourrait répondre concrètement à la diversité des familles d'aujourd'hui. Il oublie également la liberté de choix de son genre à l'état-civil pour les personnes transgenres. Au Front de Gauche, nous voulons une vraie loi d'égalité des droits !

Nous voulons la reconnaissance de toutes les familles

Les familles sont diverses et les familles homoparentales sont un élément parmi d'autres de cette diversité. 63 % des enfants de moins de 18 ans vivent avec un couple parental marié, 18 % avec un couple en union libre et 16 % en famille monoparentale. Ils sont 1,2 million à vivre au sein d'une famille recomposée. Toutes ces familles ont le droit de faire partie de la République.

L'intérêt de l'enfant est d'être aimé, accompagné, éduqué pour construire son autonomie. Tous les parents adoptifs savent que la parentalité est dans l'amour porté à l'enfant et non dans le lien de sang.

La loi doit reconnaître toutes les familles homoparentales, dans l'intérêt des enfants, actuellement privés d'un cadre protecteur et épanouissant. Elle doit faire reposer la filiation légale sur l'engagement parental. Tous les enfants doivent voir leur lien de filiation avec tous leurs co-parents reconnu et la loi doit permettre la création d'un statut de beaux-parents pour celles et ceux qui assument ce rôle familial.

Le Front de Gauche demande d'inclure dans la future loi :

- **l'adoption conjointe hors mariage, notamment dans le cadre du PACS**
- **la signature en mairie de tous les contrats de couples (le PACS comme le mariage)**
- **les mêmes droits pour tous les enfants à la filiation avec l'ensemble de leurs «parents sociaux»**
- **la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes ayant un projet parental**
- **le changement d'état civil libre et gratuit pour les personnes transgenres**

Retour sur une assemblée citoyenne

Le 26 novembre, les fronts de Gauche de la Sorbonne et de l'EHESS se sont retrouvés à Sciences-Po.

Près de 40 personnes ont ainsi pu discuter en assemblée citoyenne des suites à donner à la manifestation du 30 septembre 2012.

Outre l'austérité et la situation des Universités dans ce contexte, nous avons été sollicité-e-s pour revenir sur les implications de l'austérité sur les femmes. Nous avons évoqué les aspects structurels de l'oppression avant de développer les implications de la crise économique et des politiques d'austérité sur les femmes en pointant la contradiction existante entre un discours qui se targue du fait que l'égalité est acquise ou sur le point de l'être alors même que la situation s'aggrave pour les femmes. En effet, si les femmes apparaissent peu dans les plans de licenciements, elles sont particulièrement touchées par l'augmentation de la précarité et du sous-emploi. Elles sont de plus doublement touchées par la casse des services publics à la fois en tant que salariées et parce qu'elles sont supposées compenser leur suppression dans le domaine du «care». Nous avons montré les nouveaux ressorts du discours de l'égalité qui s'appuie sur une «différence de nature entre hommes et femmes» pour légitimer l'assignation à des rôles différents. Cristallisé sur l'opposition au gender, ce discours conforte le développement de l'extrême droite. Ainsi, les effets de la crise et de l'austérité se combinent pour précariser davantage les femmes et les renvoyer à un rôle traditionnel. Enfin, nous avons proposé des pistes de mobilisation pour les étudiant-e-s et les enseignant-e-s du supérieur en particulier tandis que se développe la précarité à l'université qui touche principalement les femmes.

**Nous contacter,
nous retrouver sur la toile :**

→ fdgfeministes@gmail.com

→ <http://feministe.appels.frontdegauche.fr>

FDG
féministes 